

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

4° année/ N° 179

Du 11 au 17 juillet 1986

POLITIQUE

L'Armée maintient le contrôle politique
Les chefs militaires, responsables de la répression
L'Armée incrimine des journalistes américains
L'Armée contrôle une bonne partie du pouvoir signale Cerezo
The New York Times indique que le pouvoir réel c'est l'Armée
Maintien des structures répressives au Guatemala
Les militaires, responsables des disparitions
Remise de la réunion des Ministres des Relations Extérieures
L'Eglise catholique appuie les réformes agraires

CONTRE-INSURRECTION

Démission du chef de la police

INSURRECTION

L'Armée reconnaît avoir subi des pertes
Les insurgés postés sur une route

MOUVEMENT POPULAIRE

Les paysans exigent des terres
Plainte possible contre l'Armée

DROITS DE L'HOMME

Enlèvement de mineurs d'âge

POLITIQUE

L'ARMEE MAINTIENT LE CONTROLE POLITIQUE

Le 10 juillet, le chef de l'Etat-Major de l'Armée, le Général Héctor Gramajo signalait que la section d'Intelligence de l'Armée (G2) mènera une enquête envers toute personne soupçonnée d'être opposant au régime. L'Armée est un élément du pouvoir de l'Etat, affirmait le militaire dans ses déclarations à la presse locale.

LES CHEFS MILITAIRES RESPONSABLES DE LA REPRESSION

Le 10 juillet, le journaliste américain, Alan Nair, dans des déclarations faites à la presse locale indiquait que les généraux Humberto Mejía Victores, ancien chef de l'Etat, Rodolfo Lobos Zamora, ancien sous-chef d'Etat, Héctor Gramajo, chef de l'Etat-Major et Jaime Hernández, Ministre de la Défense sont compromis dans de nombreux actes de répression.

4° R 12315

Le journaliste avait demandé des garanties au Président Cerezo aux fins de s'assurer qu'il ne serait pas porté atteinte à son intégrité physique, après avoir entendu les déclarations publiques de Gramajo, à savoir que Nair "était en train d'abuser de l'hospitalité que nous lui avons octroyé".

L'ARMEE INCRIMINE DES JOURNALISTE AMERICAINS

Le 13 juillet, le colonel Edgar D'jalma Domínguez signalait que l'armée guatémaltèque traînerait en justice deux journalistes américains qui ont récemment dénoncé les excès commis par les forces armées dans le domaine des violations des Droits de l'Homme. Son rôle était apparu clairement dans l'article "La Bureaucratie de la Mort" publié par la revue américaine, The New Republic, le 30 juin. (Voir Informations du Guatemala, N° 178). D'jalma Domínguez, ancien relation public de l'Armée et ancien membre de l'unité d'Operations Psychologiques de la section d'Intelligence Militaire (G2) avait indiqué que de par ses fonctions il avait effectué des enquêtes sur des opposants politiques, dont la grande majorité fut assassinée ou a disparu. Ces affirmations se retrouvent dans l'article de Alan Nair et Jean Marie Simon.

L'ARMEE CONTROLE UNE BONNE PARTIE DU POUVOIR SIGNALE CEREZO

Le 10 juillet, le Président reconnaissait que l'Armée contrôlait une bonne partie du pouvoir au Guatemala, principalement par le truchement d'organes tels que la section d'Intelligence, G-2.

Dans des déclarations de presse, le mandataire reconnaissait la véracité des rapports publiés le 30 juin par les journalistes américains, Alan Nair et Jean Marie Simon, dans la revue The New Republic, quant au contrôle que l'Armée exerce sur l'Etat et les excès commis aux cours d'actes répressifs à l'encontre de la population.

THE NEW YORK TIMES INDIQUE QUE LE POUVOIR REEL C'EST L'ARMEE

Le 14 juillet, dans un article publié dans le New York Times, l'anthropologue américaine, Beatriz Mans signalait que le Conseil des Affaires Hémisphériques -COHA-, organisme privé ayant son siège à Washington, était convaincu du fait que l'Armée a toujours entre les mains les véritables rênes du pouvoir au Guatemala.

Mans, chercheuse auprès de l'Université de Harvard, critique la faiblesse du Président Vinicio Cerezo étant donné qu'il ne retire pas le décret d'auto-amnistie militaire et parce qu'il n'a pas donné suite à l'idée de créer une Commission d'enquête portant sur le lieu de détention des milliers de disparus, comme cela avait été demandé par le Groupe d'Appui Mutuel.

MAINTIEN DES STRUCTURES REPRESSIVES AU GUATEMALA

Un rapport élaboré par des parlementaires écologistes européens et rendu public le 14 juillet à Bruxelles, en Belgique, indique que le maintien des structures répressives mises sur pied par les régimes militaires, au Guatemala, parmi lesquelles on peut citer les Pôles de Développement, les Patrouilles Civiles et la militarisation de la vie politique, sont des preuves que ce pays d'Amérique Centrale ne réunit pas encore les véritables principes d'une démocratie.

Le rapport du groupe Arc-en-ciel a été élaboré sur base de quatre enquêtes d'avec des personnalités représentatives du Guatemala, le Président Vinicio Cerezo, un dirigeant guérillero qui a gardé l'anonymat, le Colonel Carlos Pozuelos et le Vice-Ministre du Développement Miguel von Heugen.

LES MILITAIRES, RESPONSABLES DES DISPARITIONS

73 Organisations chrétiennes de Belgique affirmaient, dans un document publié dans la ville de Guatemala, le 14 juillet, que les militaires étaient responsable des milliers de disparitions et d'exécutions arbitraires qui s'étaient produites au Guatemala.

Le communiqué des chrétiens belges comprend également la reconnaissance de la lutte que livre au Guatemala le Groupe d'Appui Mutuel, GAM, composé des proches des disparus.

REMISE DE LA REUNION DES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES

Selon une information officielle du 14 juillet, on apprend que la réunion des Ministres des Relations Extérieures d'Amérique Centrale qui devait se tenir le 14 juillet, dans la ville de Guatemala, et portant sur le thème de la pacification de la région, avait été remise pour la deuxième fois en un mois.

Le Ministre des Relations Extérieures guatémaltèque, Mario Quiñonez Amezcuita a signalé que la réunion avait été remise lorsque le gouvernement du Costa Rica avait fait savoir, la semaine dernière, qu'il ne pourrait être présent. En effet à cette même date, a lieu, au Costa Rica, la visite de l'Ambassadeur Ittinérant des Etats-Unis pour l'Amérique Centrale, Philip Habib.

L'EGLISE CATHOLIQUE APPUIE LES REFORMES AGRAIRES

Le 14 juillet, l'Archevêque métropolitain, Monseigneur Próspero Penados déclarait que la hiérarchie de l'Eglise catholique guatémaltèque approuvait "en principe" les demandes émanant de milliers d'agriculteurs et visant à souligner le besoin d'opérer une réforme agraire.

Pour sa part, le Président du Congrès et Secrétaire Général de la Démocratie chrétienne, Alfonso Cabrera, écartait la possibilité pour le gouvernement démocrate-chrétien de s'engager dans la voie d'une réforme agraire et il a indiqué que "de toute façon" il essaierait de créer des "communautés agraires", projet envisagé dans les plans contre-insurrectionnels de l'Armée comme mécanisme de contrôle de la population.

CONTRE-INSURRECTION

DEMISSION DU CHEF DE LA POLICE

Le 15 juillet, la presse locale informait de la démission du Directeur de la Police Nationale, le Colonel Rubén Suchini Paiz, le 14 du même mois après plusieurs divergences de vues avec le Haut-Commandement de l'Armée en ce qui concerne le contrôle de la population.

Suchini Paiz, avocat et militaire en retraite, a été remplacé par le Colonel Julio Enrique Caballero, selon des informations provenant des milieux de presse.

Insurrection

L'ARMEE RECONNAIT AVOIR SUBI DES PERTES

Le 14 juillet, des sources proches des forces armées reconnaissent qu'un soldat était mort et qu'au moins quatre autres avaient été blessés, le 13 juillet au cours de diverses confrontations entre l'Armée et les insurgés, dans le centre et à l'ouest du pays.

Selon cette information, les combats ont eu lieu dans le village Barranca de Gálvez et dans la municipalité de San Pablo, dans le département

de San Marcos et dans les environs de la municipalité de Tecpán, dans le département de Chimaltenango.

LES INSURGES POSTES SUR UNE ROUTE

Le 10 juillet, le journal du matin, El Gráfico signalait que des unités de guérilla avaient arrêté le trafic sur la route qui va de la municipalité Santiago Atitlán au chef-lieu du département central de Sololá. Selon cette information, les insurgés ont organisé une réunion politique avec les voyageurs et les habitants de la bourgade, proche de Cerro de Oro.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES PAYSANS EXIGENT DES TERRES

Environ 25.000 paysans, réunis dans la ville de Nueva Concepción, du département de Escuintla, afin de célébrer la quatrième Convention du Mouvement Paysan pour la Terre, exigent du gouvernement démocrate-chrétien qu'il tienne les promesses formulées par le Président Vinicio Cerezo, le 2 mai dernier. (Voir Informations du Guatemala, N° 169). Au cours de la réunion, les paysans du sud du pays ont demandé au gouvernement le respect des points de base: l'expropriation des propriétés en friche du secteur privé et l'établissement d'un article constitutionnel qui établisse la "fonction sociale" de la propriété. De même ils ont demandé aux évêques du Guatemala d'appuyer ces demandes.

PLAINTÉ POSSIBLE CONTRE L'ARMÉE

Les habitants de la ville occidentale de Quetzaltenango, la deuxième ville par ordre d'importance du pays, ont signalé la possibilité de déposer plainte en justice contre l'Armée pour les dommages causés à des dizaines d'habitations proches de la base militaire locale, après l'explosion qui y a eu lieu le 7 juillet dernier.

Les habitants indiquent que des restes humains ont été retrouvés à une distance de 800 mètres de la Base, située dans le centre de la ville et que le nombre de victimes a été supérieur aux chiffres fournis par l'Armée (4 morts et 45 blessés).

DROITS DE L'HOMME

ENLEVEMENT DE MINEURS D'ÂGE

Les 10 et 15 juillet des proches des victimes signalaient l'enlèvement de 4 mineurs d'âge, entre le 9 et le 14 juillet, par des effectifs de l'Armée dans diverses régions du pays et jusqu'à ce jour leur lieu de séquestration n'est toujours pas connu.

Les cas dénoncés sont ceux de Cristóbal Lisandro Chàvez, âgé de 5 ans et Luis Fernando Cardona, de 16 ans, tous deux séquestrés dans la ville méridionale de Escuintla et Hugo Erick Gómez, enlevé en même temps que monsieur Francisco Mesa dans le département central de Chimaltenango.